

ont négligé les diverses évaluations des stocks fournies par les experts internationaux.

Lorsque des quotas ont été établis, certains pêcheurs ne les ont pas respectés. De 1986 à 1992, les navires de haute mer pêchant dans la zone internationale des Grands Bancs, au large

du Canada, ont pêché 16 fois les quotas définis par l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest pour la morue, la limande et le sébaste. Il y a un an, lorsque les autorités canadiennes ont arraisonné un navire espagnol à proximité des Grands Bancs, ils ont trouvé deux livres de bord, un où

les marins consignaient les prises réelles et un autre, falsifié, destiné aux autorités. Ils ont également découvert des filets aux mailles trop petites et 350 tonnes de jeunes flétans noirs. Aucun des poissons remonté à bord n'avait atteint sa maturité sexuelle et ne s'était donc reproduit. Un tel mépris égoïste des

La situation en Europe

Les ressources halieutiques européennes n'ont hélas pas échappé à la surexploitation. En mer du Nord et à l'Ouest de l'Écosse, la biomasse des géniteurs de morues, d'églefins et de lieux noirs a été divisée par trois depuis la fin des années 1970 (le had-dock est de l'églefin fumé). À la suite de la fermeture de la pêche aux harengs en 1977, après l'effondrement du stock, la biomasse s'était rétablie, mais elle tend à chuter à nouveau depuis la reprise de la pêche ; la biomasse de merlus s'est effondrée dans les eaux ibériques et le stock du golfe de Gascogne ne cesse de diminuer. Ces espèces peuvent vivre plus de 20 ans, mais la proportion des individus de plus de dix ans est désormais infime. Avec la baisse des stocks de géniteurs, le nombre de juvéniles produits chaque année diminue. Cette spirale risque d'entraîner l'extinction commerciale, voire biologique, des pêcheries.

Comme partout dans le monde, une pression de pêche disproportionnée vis-à-vis des capacités de renouvellement des ressources, ainsi que des pêches insuffisamment sélectives, conduisant à ces captures excessives de juvéniles, sont responsables de la diminution des stocks. Ainsi, en mer du Nord, une morue de un an a moins de 2 chances sur 100 de survivre jusqu'à l'âge de première reproduction et, dans le golfe de Gascogne, près de 80 pour cent des merlus capturés chaque année sont immatures.

On associe souvent la surexploitation avec l'image sensationnelle de navires-usines, de satellites, d'avions, etc. La réalité est plus triviale. En Europe, la majorité des navires est de type artisanal (le patron est propriétaire), ce qui n'exclut pas qu'ils puissent dépasser 30 mètres de longueur. Bien sûr, la plupart utilisent radar, sondeur et autres appareils élec-

troniques. Ces navires se comptent par milliers, sortent jusqu'à 300 jours par an et emploient des engins susceptibles de capturer la plus vaste gamme possible d'espèces de toutes les tailles. Au total, le potentiel de capture est considérable et excède ce que les ressources peuvent produire annuellement. En outre, plus les rendements baissent, plus les pêcheurs augmentent leur temps de pêche, réduisent la sélectivité de leurs engins et se concentrent sur les juvéniles. Totalement anti-économique, cette fuite en avant ne fait que dégrader plus encore les ressources et les comptes d'exploitation. Dès lors que les pêcheurs s'y engagent l'un après l'autre, c'est la catastrophe assurée pour tous.

Depuis dix ans, et même davantage, les scientifiques n'ont pas manqué de mettre en garde les gestionnaires. Les effets néfastes à long terme, tant économiques que biologiques, de l'excès d'effort de pêche, de pêches non sélectives, de certaines subventions, ont été soulignés à maintes reprises. Tous les ans, les scientifiques dressent un état des principaux stocks et recommandent des mesures pour arrêter leur déclin.

Or pour reconstituer les ressources marines, l'homme ne dispose que d'un moyen : réduire la pêche. Que l'on y procède en diminuant les captures ou l'effort, ou en augmentant la taille des mailles, le premier effet sera inévitablement une baisse temporaire de la production. Obnubilés par le court terme, pêcheurs et gouvernements utilisent tout argument dilatoire pour éviter ce coût immédiat. La détérioration des stocks doit être patente pour que des mesures soient prises, et il y a loin entre les déclarations officielles et la réalité des pratiques.

Les pêcheurs français réalisent plus de la moitié de leurs captures dans les eaux d'autres pays européens et pâissent de la dégradation générale. Plus surendettés que leurs voisins, ils ont durement ressenti la crise. En dépit de la diminution des stocks, la pêche artisanale a fait l'objet d'un plan de modernisation au cours des années 1970 et 1980. En moyenne, plus de 50 navires de 12 à 25 mètres ont été construits chaque année (avec un record de 118 en 1986) dans des conditions financières étonnantes : un autofinancement de moins de dix pour cent, complété par des subventions européennes, nationales ou régionales et des prêts à taux bonifiés, pour des unités coûtant entre trois et dix millions de francs. Les patrons doivent faire face à des remboursements énormes qu'ils poussent à pêcher toujours plus. Survenant dans une situation déjà tendue malgré le soutien continu de l'État, la chute des cours du poisson, consécutive à l'ouverture des marchés, mais aussi à la récession et au chômage en France, a précipité la crise.

Le marasme a gagné aussi les autres professions de la filière. En ce début d'année, des commissions examinent les comptes de plus de 600 navires en difficulté. Un étalement des dettes et des aides publiques supplémentaires permettront à certains bateaux de rester en activité, mais beaucoup devront être désarmés. Accordées sans contre-partie (respect du maillage des filets et des quotas, par exemple), les aides publiques n'ont fait qu'accentuer les difficultés et renforcer l'épuisement des ressources. Au nom de la paix sociale au jour le jour, des décennies de laxisme ont abouti à la ruine du secteur et à des drames sociaux dans les régions littorales.

Benoît MESNIL
IFREMER - La Rochelle-L'Houmeau

L'efficacité de l'inefficacité

La pêche ne représente que un pour cent de l'économie mondiale, mais, dans certaines régions, la survie des populations en dépend. Les produits de la mer contribuent plus à l'apport mondial de protéines que le bœuf, les volailles ou les autres animaux. La pêche étant libre et accessible même à ceux qui ne possèdent pas de terres, elle est, dans les pays en développement, l'activité de dernier recours. De par le monde, 200 millions de personnes environ vivent de la pêche. Dans la seule Asie du Sud-Est, on dénombre plus de cinq millions de pêcheurs à plein temps. Au Nord du Chili, 40 pour cent de la population vivent des ressources de l'Océan. À Terre-Neuve, la pêche et les industries dérivées assuraient la quasi-totalité de l'emploi, et l'effondrement de la pêche à la morue au début des années 1990 a laissé des dizaines de milliers de personnes sans emploi.

On prétend souvent que préservation de l'emploi et conservation des ressources naturelles sont incompatibles, mais la restauration des populations de poissons créerait des emplois : si on laissait les espèces épuisées se multiplier, leur exploitation bien gérée à long terme augmenterait le produit national brut des États-Unis de 40 milliards de francs et créerait 300 000 emplois. Si les populations de poissons étaient reconstituées et bien gérées, les prises mondiales augmenteraient d'environ 20 millions de tonnes par an. Toutefois, la restauration de l'équilibre écologique, des profits et de la viabilité économique des pêcheries nécessitera une réduction notable de la capacité de pêche globale, seul moyen de rétablir la productivité des stocks.



réglementations a contribué à la ruine des pêcheries sur les bancs de Terre-Neuve.

Selon l'Organisation des Nations unies, 70 pour cent des poissons, des crustacés et des mollusques comestibles doivent absolument être préservés, et pourtant la gestion des pêches ne semble efficace dans aucun pays. La coopération internationale est encore plus difficile à établir : lorsqu'un

pays refuse les restrictions imposées par un accord international, il passe outre, tout simplement.

En 1991, par exemple, plusieurs pays avaient consenti à réduire le nombre d'espadons pêchés dans l'Atlantique ; l'Espagne et les États-Unis se sont soumis aux limitations (les prises autorisées ne représentaient que 85 pour cent de celles de 1988), mais les prises japonaises ont augmenté de 70 pour

cent, celles du Portugal de 120 pour cent et celles du Canada ont presque triplé. La Norvège a décidé de poursuivre la pêche du petit rorqual malgré un moratoire international. La pêche du petit rorqual par les Japonais, pour des motifs prétendument scientifiques, produit une viande destinée à la consommation et approvisionne un marché qui encourage une pêche illégale de la baleine.

Les prises accessoires

Dans presque toutes les opérations de pêche, on capture involontairement des espèces marines, collectivement nommées les prises accessoires, ou incidentes. À l'échelon mondial, un animal sur quatre capturés dans les pêcheries commerciales n'est pas recherché, et les pêcheurs le rejettent à la mer.

Ces prises accessoires comprennent surtout des espèces sans valeur commerciale ou des poissons trop petits pour être vendus. En 1990, les filets dérivants en haute mer ont capturé 42 millions d'animaux sans valeur pour les pêcheurs, tels des oiseaux et des mammifères marins. Devant ces pertes massives, l'Organisation des Nations unies a interdit les filets dérivants de grande taille (plus de 2,5 kilomètres), mais l'Italie, la France et l'Irlande ont continué à les utiliser pendant un temps.

Dans certaines zones côtières, des



6. AU JAPON, des restaurants proposent de la chair de baleine de plusieurs espèces pêchées dans le monde entier. Pourtant, seule la pêche des petits rorquals est autorisée, et seulement à des fins scientifiques.



La nécessaire réduction de l'effort de pêche ne se fera pas nécessairement au détriment des emplois. Les gouvernements pourraient augmenter le nombre d'emplois et réduire la pression exercée sur les poissons en ne subventionnant plus les bateaux très mécanisés : pour cinq millions de francs d'investissements, la pêche industrielle emploie une à cinq personnes, tandis que la pêche artisanale en emploierait entre 60 et 3 000. La pêche industrielle menace des dizaines de milliers d'artisans-pêcheurs, parce qu'elle épuise toutes les ressources.

Dans certaines pêcheries, on a délibérément limité les performances des bateaux pour éviter les captures excessives et préserver les ressources. Par exemple, dans la baie de Chesapeake, la loi exige que les dragueurs utilisés pour la pêche aux huîtres soient des bateaux à voiles, une restriction qui a permis à cette pêche de survivre. En Nouvelle-Angleterre, l'utilisation de filets tirés par deux bateaux a été interdite, car cette méthode de pêche à la morue était trop efficace.

Dans les pêcheries américaines de thon rouge, les gestionnaires réservent 52 pour cent des captures aux bateaux qui pêchent à la ligne ou à la canne, tandis que les senneurs pourraient facilement atteindre la totalité du quota, car les ligneurs fournissent environ 80 pour cent des emplois directs, et les grands senneurs 2 pour cent seulement. D'autres réglementations concernant la taille des bateaux, les quotas, les subventions et les équipements autorisés traduisent une prise de conscience : on doit diminuer les capacités de pêche pour accroître les bénéfices sociaux et écologiques.

petits dauphins sont souvent piégés dans des filets. En raison de la raréfaction de leurs stocks, divers mammifères marins – le dauphin de Chine, le marsouin de Californie (le plus petit des dauphins), les dauphins d'Hector en Nouvelle-Zélande et le phoque-moine de Méditerranée – sont menacés de disparition. Des oiseaux marins sont également tués lorsqu'ils attrapent les appâts fixés sur les lignes de pêche au moment où celles-ci sont lancées. On estime que, dans l'hémisphère Sud, plus de 40 000 albatros se font prendre, chaque année, par des hameçons : ils se jettent sur les calmars utilisés comme appâts sur les palangres (des lignes) flottantes destinées à la pêche au thon rouge. Six des 14 espèces de ces majestueux oiseaux errants sont ainsi menacés.

Au cours de certaines campagnes de pêche, les prises accessoires sont plus importantes que les poissons recherchés. En 1992, dans le détroit de Béring, les pêcheurs ont rejeté 16 millions de crabes royaux pour n'en garder que trois millions. Les chalutages de crevettes produisent plus de pertes que n'importe quel autre type de pêche : les quantités rejetées représentent entre une et huit fois celles des crevettes. Dans le golfe du Mexique, les pêcheurs de

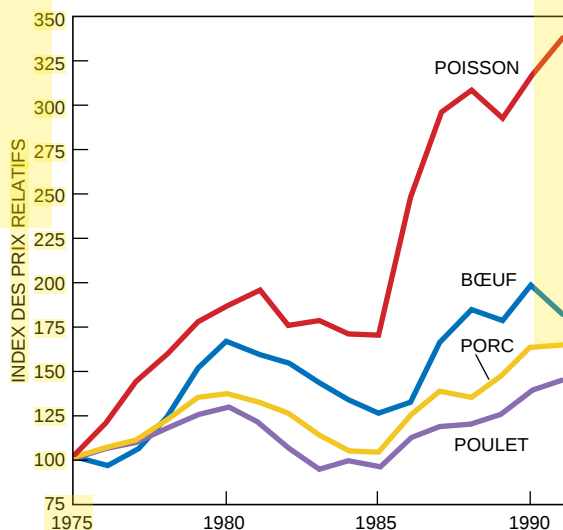
crevettes rejettent chaque année 12 millions d'alevins de vivaneau et 2 800 tonnes de requins. Sur le plan mondial, les pêcheurs rejettent environ six millions de requins par an, la moitié des requins capturés. De surcroît, comme la plupart des poissons rejetés ne sont pas déclarés, on sous-estime vraisemblablement l'ampleur du gaspillage.

Heureusement, il reste quelques lueurs d'espoir. La capture de tortues de mer dans les chaluts à crevettes a eu des conséquences dramatiques pour

cette espèce dans les eaux des États-Unis (55 000 tortues adultes auraient ainsi été tuées, chaque année), mais, aujourd'hui, ces pertes diminuent car les chaluts doivent comporter un dispositif qui dirige les tortues vers une fenêtre d'échappement.

L'exemple le plus encourageant est sans doute celui des dauphins : 400 000 d'entre eux étaient pêchés accidentellement chaque année dans les pêcheries de thon du Pacifique. Au cours des 30 dernières années, depuis que les pêcheurs de thons ont commencé à utiliser des sennes immenses, la population du dauphin à long bec a diminué de 80 pour cent, et celle du dauphin tacheté d'environ 50 pour cent. Pour éviter ce carnage, les pêcheurs ne mouillent plus leurs sennes à proximité des bancs de dauphins, mais autour de troncs d'arbres dérivants ou d'autres épaves flottantes.

Cette tactique, mise en œuvre en 1990, a été très efficace puisque 4 000 dauphins «seulement» ont été tués en 1993. En revanche, les nouvelles techniques de pêche n'épargnent pas les jeunes thons, les espadons, les tortues ni les requins : pour 1 000 coups de sennes à proximité de bancs de dauphins, les



7. L'AQUACULTURE produit de plus en plus de poissons, tandis que les pêcheries marines (qui fournissent encore l'essentiel de la production globale) ont atteint leur maximum en 1989. Depuis, la production mondiale stagne ou diminue.